



MARCHE à PROCEDURE ADAPTEE **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX** **N° 2025-01**

OBJET de la Consultation :
LOT n° Unique

Filière d' Assainissement Non Collectif
Auberge des Aiguilles 20/35/55 EH,
au Lieudit « Coleta Reina »

06470 - Saint MARTIN d' Entraunes

Cahier des Clauses **Administratives Particulières**

Pièce 03

Pouvoir Adjudicateur :
Commune de St MARTIN d' Entraunes

Hôtel de Ville, Village - 06470 - St MARTIN d' Entraunes

Maître d' Œuvre :
MD Etudes Sasu

SOMMAIRE

01.00 OBJET DE LA CONSULTATION, DISPOSITIONS GENERALES, INTERVENANTS.

- 01.01 Stipulations du présent CCAP. concernant les travaux ou les ouvrages.
- 01.02 Forme du marché.
- 01.03 Décomposition en tranches et en lots.
- 01.04 Variantes.
- 01.05 Intervenants.
- 01.06 Contrôle technique.
- 01.07 Coordination Sécurité et protection de la santé.
- 01.08 La mission Ordonnancement, Pilotage et coordination du chantier.
- 01.09 Prise en compte d'objectifs de développement durable.

02.00 DISPOSITIONS GENERALES.

- 02.01 Mesures d'ordre social.
- 02.02 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.
- 02.03 Réalisation de prestations similaires.
- 02.04 Réalisation de prestations supplémentaires

03.00 RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES.

04.00 DOCUMENTS CONTRACTUELS.

05.00 PRIX, REGLEMENTS DES COMPTES ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES.

- 05.01 Répartition des paiements,
- 05.02 Tranches conditionnelles.
- 05.03 Répartition des dépenses communes de chantier.
- 05.04 Contenu des prix
- 05.05 Modalités de règlement des comptes.
- 05.06 Payements des cotraitants
- 05.07 Payements du sous-traitant
- 05.08 Avance
- 05.09 Variation dans les prix

06.00 DELAIS D'EXECUTION.

- 06.01 Délai d'exécution des travaux.
- 06.02 Prolongation du délai d'exécution.
- 06.03 Calendrier d'exécution.
- 06.04 Pénalités diverses - primes d' avance.
- 06.05 Pénalités de retard
- 06.06 Pénalités en cas d'absence de production des documents de gestion et suivi des déchets de chantier.
- 06.07 Sanction du retard dans la remise des documents à fournir après exécution
- 06.08 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

07.00 CLAUSE FINANCIERE DE SURETE.

07.01 Retenue de garantie.

**08.00 PROVENANCE, QUALITE,
CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

08.01 Provenance des matériaux et produits.

09.00 IMPLANTATION DES OUVRAGES.

10.00 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.

10.01 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.

10.02 Plans d'exécution.

10.03 Surveillance des travaux.

10.04 Tenue d'un journal de chantier.

10.05 Mesures d'ordre social- Application de la réglementation du travail.

11.00 CONTRÔLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.

11.01 Essais et contrôles des ouvrages.

11.02 Réception.

11.03 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

11.04 Documents fournis après exécution.

11.05 Délais de garantie.

11.06 Délais particulières.

11.07 Assurances.

12.00 RESILIATION DU MARCHE.

13.00 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.

01.00 OBJET DE LA CONSULTATION, INTERVENANTS.

- 01.01 Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP.) concernent les travaux ou les ouvrages suivants :
- 01.01.01 Filière d'Assainissement Non Collectif
Construction d' une unité de traitement des eaux usées par lits plantés de roseaux à deux étages dont un second étage à média d'écorces de pins maritimes dont piste d'accès,
 - 01.01.02 Les travaux se situent à l' adresse suivants :
Lieudit « Colleta Reina »
06470 - Commune de Saint MARTIN d'Entraunes.
Section OF, feuille 04, parcelles 295, 301, 302 et 350.
 - 01.01.03 La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
 - 01.01.04 Le groupement titulaire du marché ou l'entreprise générale est désigné sous le vocable "l'entrepreneur".
 - 01.01.05 A défaut d'indication dans l' acte d' engagement du domicile élu par l' entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché sont faites à la mairie du lieu principal des travaux jusqu' à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l' adresse du domicile qu'il a élu.
- 01.02 Forme du marché
La présente consultation est passée sous la forme d'un marché de travaux à procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-° du Code de la Commande Publique.
- 01.03 Décomposition en tranches et en lots
Le présent marché n'est pas alloti
- 01.04 Variantes.
Le présent marché n'admet pas de variante

01.05 Intervenants.

01.05.01 Pouvoir adjudicateur.
Commune de Saint MARTIN d'Entraunes
Hôtel de Ville – Village
06470 - Saint MARTIN d' Entraunes

01.05.02 Maîtrise d' œuvre
MD Etudes Sasu :
9 bis rue DEFLY
06000 – NICE
représentée par son Président : DALMAS Michel.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission normalisée de Conception et d'exécution.

01.05.03 Sous-traitance.

01.05.03.01 Le titulaire du marché est limité à sous-traiter ses travaux pour sa seule partie « terrassement », provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600.00 TTC.

01.05.03.02 Les demandes d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial, suivant les modalités définies à l'article R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique

01.05.03.03 Le titulaire doit joindre :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1 et 2, L.8221-3 et 5, L.8251-1, L.5221-8 et 11, L.8231-1 et L.8241-1 et 2 du Code du Travail.
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 14.2. ci-après.

01.05.03.04 Toute sous-traitance occultée pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché:

Par ailleurs, le sous-traitant indirect ne sera accepté qu'à la condition que son Opérateur Économique principal apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de faire intervenir un spécialiste sous-traitant dont le paiement direct par le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas agréé

01.06 Contrôle Technique - Sans objet

Les travaux ne sont pas soumis à l'obligation de contrôle technique prévue par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

- 01.07 Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé
En cours de consultation, si utile.
- 01.08 La mission OPC sera réalisée par la maîtrise d'œuvre
- 01.09 Prise en compte d'objectifs de développement durable.
Le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 5 du Code des Marchés publics, s'impose la prise en compte d'objectifs de développement durable.

02.00 DISPOSITIONS GENERALES.

- 02.01 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.
 - 02.01.01 Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.
 - 02.01.02 Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire
 - 02.01.03 Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.
 - 02.01.04 Il devra, sur demande du pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.
 - 02.01.05 En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
 - 02.01.06 La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché
 - 02.01.07 Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

- 02.02 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.
- 02.02.01 En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.
- 02.02.02 Si le titulaire est établi dans un autre pays de la CE sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal
- 02.02.03 La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.
- 02.02.04 Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :
- "J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet"
- Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance
- Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3.6 du présent CCAP
- Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."
- 02.02.05 En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Pouvoir Adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.
- 02.02.06 Pour des raisons de sécurité et de compréhension des directives du maître d'œuvre et du Pouvoir Adjudicateur, l'ensemble des intervenants sur le chantier doit parler et comprendre parfaitement le français
- 02.03 Réalisation de prestations similaire.
Sans objet.
- 02.04 Réalisation de prestations supplémentaires.
Sans objet.

03.00 RESPECT DES CLAUSES CONTACTUELLES.

- 03.01 Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.
- 03.02 De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

- 03.03 Les documents du marché s'efforcent de renseigner aussi exactement que possible les entreprises sur la nature et l'importance des ouvrages à exécuter, mais il est spécifié que les dispositions de ces documents n'ont pas un caractère limitatif.
- 03.04 Il est précisé en outre que les plans et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ne sont remis aux entreprises que pour fixer d'une manière générale la nature et l'importance des travaux nécessaires à la réalisation des prestations.
- 03.05 Les titulaires sont, de par leurs qualifications, aptes à palier tous défauts d'énonciation, de ce fait ils ne pourront arguer postérieurement à la signature du marché, d'un oubli, d'une omission, d'une erreur ou d'une interprétation erronée d'un document pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à la réalisation totale et à la parfaite finition des prestations qui leur incombent.
- 03.06 Il est précisé en outre que les plans et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ne sont remis aux entreprises que pour fixer d'une manière générale la nature et l'importance des travaux nécessaires à la réalisation des prestations.
- 03.07 Les titulaires ne pourront prétendre à aucun supplément de prix pour des travaux indispensables mais non décrits, ni se dérober devant l'obligation de conformité et du respect des réglementations en vigueur régissant les travaux de sa spécialité.
- 03.08 La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est donnée à titre indicatif. Avant la remise de son offre, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du maître d'œuvre, de la nature et de l'importance des travaux des autres corps d'état de manière à inclure dans son offre toutes sujétions et travaux nécessaires à une parfaite finition de son lot..
- 03.09 En résumé, font partie du présent marché tous les travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages projetés et ceci dans tous leurs détails et suivant les règles de l'art
- 03.10 Par ailleurs, si préalablement ou en cours d'exécution, des modifications d'ordre secondaire, travaux accessoires et annexes inhérents à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander une quelconque plus-value.

04.00 DOCUMENTS CONTRACTUELS.

- 04.01 Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après .
- 04.01.01 02 AE - Acte d'Engagement et ses annexes.
- 04.01.02 03 CCAP - Cahier des Clauses Administratives Particulières

- 04.01.03 04 CCTP - Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- 04.01.04 05 La Note informative
- 04.01.05 06 DPGF - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.
- 04.01.06 07 CCAG Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- 04.01.07 08 Le mémoire justificatif, dont pièces graphiques.
- 04.01.08 09 Le plan d'ordonnancement détaillé d'exécution

05.00 PRIX, REGLEMENT DES COMPTES ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES.

- 05.01 Répartition des paiements.
L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé:
 - 05.01.01 soit à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
 - 05.01.02 soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.
- 05.02 Tranches conditionnelles
Sans objet.
- 05.03 Répartition des dépenses communes de chantier.
Les dispositions de l'article 10 du C.C.A.G. sont applicables
- 05.04 Contenu des prix,
Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes,
Travaux en régie
 - 05.04.01 Modalités d'établissement des prix
Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières
 - 05.04.02 Prestations fournies à l'entrepreneur.
Sans objet.
 - 05.04.03 Caractéristiques des prix pratiqués
Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :
- par des **prix forfaitaires** dont le libellé est donné dans l'état des prix Forfaitaires.
 - 05.04.04 Documents concernant les prix à fournir au début des travaux.
Sans objet.
 - 05.04.05 Travaux en régie.
Sans objet.
- 05.05 Modalités de règlement des comptes.
 - 05.05.01 Les travaux sont réglés par acomptes et un solde. Les acomptes sont mensuels et le solde prend la forme d'un décompte général définitif, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux: suivant le protocole de présentation imposé par la maîtrise

- 05.05.02 Hors protocole le décompte ne sera pas examiné.
- 05.05.03 Les titulaires présenteront leurs factures conformément aux dispositions du Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 et de l'Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facture électronique
- 05.05.04 Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées sur le portail de facturation Chorus pro (<http://chorus-pro.gouv.fr>).
- 05.05.05 La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.
- 05.05.06 Le règlement des travaux se fait par acompte mensuel et un solde.
- 05.05.07 Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours. Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique

- 05.06 Payements des cotraitants
Sans objet.

- 05.07 Payements du sous-traitant
Sans objet.

- 05.08 Avance
Aucune autre avance n'est prévue au titre du présent marché.

- 05.09 Variation dans les prix
 - 05.09.01 Type de variation des prix.
Les prix sont fermes, actualisables. L'index I de la formule d'actualisation est l'index de référence : TPO1 - Index général tous travaux [1711007] - Base 2010 publié « Insee ».
 - 05.09.02 Le prix actualisé est obtenu en appliquant au prix initial :
le coefficient Cn résultant de la formule suivante : $C_n = I(d-3)/I_0$.
I (d-3) est la valeur de l'indice établie à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations
I₀ est la valeur de l'indice établie pour le mois d'établissement du prix.
 - 05.09.03 L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des prestations.
 - 05.09.04 Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.
 - 05.09.05 Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG:

- 05.09.06 Application de la taxe à la valeur ajoutée.
Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

06.00 DELAIS D'EXECUTION.

- 06.01 Les travaux sont exécutés dans un délai global de 3 mois à compter de la date indiquée sur l'ordre de service. Il est laissé le soin aux candidats de proposer dans l'acte d'engagement une éventuelle réduction de cette durée.
- 06.02 Prolongation du délai d'exécution
- 06.02.01 Conformément à l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux et à l'article L.5424-9 du code du travail, les intempéries, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, donnent lieu à une prolongation du délai d'exécution du nombre de jours correspondant à cet arrêt, diminué du nombre de jours d'intempéries prévisibles fixés éventuellement par le présent marché
- 06.02.02 Conformément à l'article L.5424-8 du code du travail sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible à l'égard, soit de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou de la technique du travail à accomplir. Pourront être considérées comme intempéries les incidences de celles-ci portant préjudice au parfait avancement des travaux
- 06.02.03 C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même, un arrêt de travail imprévisible et inévitable.
- 06.02.04 Pour décider d'un arrêt de travail du chantier, l'entrepreneur doit préalablement, ou concomitamment à son retrait, en informer le représentant du maître d'ouvrage. Celui-ci en vertu de l'article L.5424-9 du Code du travail peut s'opposer à l'arrêt du travail
- 06.03 Calendrier d'exécution.
- 06.03.01 Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après consultation de l'entrepreneur titulaire du marché, dans le cadre du calendrier d'ordonnancement prévisionnel d'exécution.
- 06.03.02 Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, en outre :
- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution ;
 - la durée et les dates prévisionnelles de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

06.04 Pénalités diverses.

06.04.01 Si l'entrepreneur ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou du maître d'oeuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200 euros (deux cent), pour toute absence, ou retard de plus de 30 minutes, constatés

06.04.02 Absence de pièces graphiques d'exécution sur le chantier : 200 euros (deux cent), à chaque constat.

06.05 Pénalités de retard

06.05.01 Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

06.05.02 Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire subira une pénalité journalière de 400 euros HT.

06.05.03 Conformément au CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 10% du montant hors taxes de l'ensemble du marché. Le montant hors taxes de l'ensemble du marché est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

06.05.04 Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 19.2.4 du CCAG-Tvx.

06.06 Pénalités en cas d'absence de production des documents de gestion et suivi des déchets de chantier.

06.06.01 Conformément à l'article 36.2.3 du CCAG-Tvx en cas d'absence de production du SOGED ou du BSD ou des constats d'évacuation des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité forfaitaire de : 200 euros HT.

06.07 Sanction du retard dans la remise des documents à fournir après exécution

06.07.01 Conformément à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, une pénalité forfaitaire de 200 euros HT sera appliquée après mise en demeure restée sans effet.

06.08 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux. Pas de stipulations particulières.

07.00 CLAUSE FINANCIERE DE SURETE.

07.01 Retenue de garantie.

Les stipulations relatives au délai d'exécution figurent dans l'acte d'engagement

07.01.01 Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant

des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

- 07.01.02 La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.
Il ne sera accepté aucune caution personnelle et solidaire.
- 07.01.03 Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée
- 07.01.04 Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.
- 07.01.05 Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.
- 07.01.06 Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si la personne publique ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution
- 07.01.07 La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées, un mois au plus tard à compter de la levée des réserves ou à compter de l'expiration du délai de garantie, dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du code de la commande publique

08.00 PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 08.01 Provenance des matériaux et produits.
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.
- 08.02 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt - Sans objet.
- 08.03 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et Produits - Sans objet.

09.00 IMPLANTATION DES OUVRAGES.

- 09.01 L'entreprise assume l'entière responsabilité de l'implantation des ouvrages. Celle-ci est reçue par le maître d'œuvre après qu'une pièce graphique lui ait été soumise, corroborant l'implantation initiale contractuelle.
- 09.02 Si justifiée, et après accord du maître d'œuvre, une modification sensible de cette même implantation pourra être acceptée.

10.00 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.

- 10.01 Installation et organisation du chantier.
Les clauses relatives à l'organisation du chantier sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- 10.02 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.
- 10.02.01 Il est accordé aux intervenants une durée spécifique correspondant à une période préparatoire de 15 jours.
- 10.02.02 le délai d'exécution, fixé à l'article 02.00 de l'acte d'engagement, pour la réalisation des travaux inclut cette période de préparation à compter de la date prescrivant le commencement des travaux.
- 10.02.03 Pendant la période de préparation, l'entrepreneur doit être en mesure de fournir les documents demandés dans un délai maximum de QUINZE (15) jours à compter du début de la période de préparation qui figure sur l'ordre de service le programme définitif d'exécution des travaux, accompagné, si nécessaire, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- 10.03 Plans d'exécution.
Fournir, à l'échelle 1/50^{ème}, à minima, l'ensemble des plans d'exécution :
- Plans de la filière, Plan du réseau de distribution, de drainage,
- Coupes, Coupes générales avec profil hydraulique,
- 10.04 Surveillance des travaux.
- 10.04.01 Le maître d'œuvre désignera un agent chargé de la surveillance des travaux, qui aura en tous temps et en toutes circonstances libre accès au chantier.
- 10.04.02 Le surveillant exercera tout contrôle tendant à vérifier que les travaux sont exécutés conformément aux stipulations du marché
- 10.04.03 Il procédera périodiquement, ou toutes les fois qu'il sera nécessaire, au métré contradictoire des ouvrages ou parties d'ouvrages, ce métré servira de base à l'établissement des décomptes de travaux destinés aux règlements de l'entrepreneur.

10.05 Tenue d' un journal de chantier.

- 10.05.01 Le maître d' œuvre tiendra également un journal de chantier dans lequel seront portés, sous forme de procès-verbal, les renseignements suivants:
 - les procès verbaux de réunion ou de visite de chantier,
 - les métrés et récolement des ouvrages non apparents,
 - les qualités et quantités des fournitures livrées,
 - les demandes d'instruction ou d'agrément de l'entrepreneur,
 - les prescriptions et observations du maître d'œuvre,
 - toute décision modificative du projet (fournitures, plans, mode d'exécution, ..)
- 10.05.02 Sur ce journal seront également répertoriés tous les ordres de service et mentionnés tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux tels ceux relatifs aux conditions climatiques,
- 10.05.03 L'entrepreneur ou son représentant sont tenus de prendre connaissance des procès-verbaux et d'y apposer sa signature. Le maître d' œuvre prend copie de chaque procès-verbal
- 10.05.04 Le journal de chantier sera remis au maître d' ouvrage lors de la demande de réception.

10.06 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.

- 10.06.01 Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.
- 10.06.02 Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.
- 10.06.03 Il devra, sur demande du pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.
- 10.06.04 En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.
- 10.06.05 En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 10.06.06 La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- 10.06.07 Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

11.00 CONTRÔLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.

11.01 Essais et contrôles des ouvrages.

- 11.01.01 Des rendez-vous de chantier seront provoqués par le maître d'œuvre ou son représentant, et l'entrepreneur sera tenu d'y déléguer un représentant chargé de la conduite des travaux et ayant les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires.
- 11.01.02 Les essais et contrôle d'ouvrages ou parties d'ouvrages lorsqu'ils sont définis dans le CCT.P., sont à la charge de l'entrepreneur
- 11.01.03 Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché: par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G., ils sont à la charge entière de l'entrepreneur s'ils révèlent l'ouvrage (ou la partie d'ouvrage) testé non conforme aux prescriptions de l'étude préalable agréée et du C.C.T.P., à la charge du maître d'ouvrage dans le cas contraire.

11.02 Réception.

La réception des ouvrages désignés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies dans ce document.

11.03 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

L'entreprise assurera, pendant toute la durée des travaux, un dispositif provisoire assurant l'écoulement des effluents vers l'exutoire actuel.

11.04 Documents fournis après exécution.

Indépendamment des documents que l'entrepreneur est tenu de remettre avant ou pendant l'exécution, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre, en trois (3) exemplaires, dont un exemplaire reproductible, le dossier de récolement des ouvrages réalisés conformes à l'exécution dans les délais et conditions stipulés à l'article 04.00 du présent C.C.A.P. L'article 39.00 du C.C.T.P. précise les documents qui seront à établir et à viser par le maître d'œuvre.

11.05 Délais de garantie.

Les conditions et la durée des garanties contractuelles sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

11.06 Délais particulières - Sans objet

11.07 Assurances.

- 11.07.01 Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu la souscription d'une "POLICE GLOBALE DE CHANTIER".
- 11.07.02 Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu la souscription d'une "POLICE UNIQUE DE CHANTIER GENIE CIVIL".
- 11.07.03 L'entrepreneur et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties (donc sans obligation d'étendue illimitée, par dérogation à l'article 4.3 du C.C.A.G.), qu'ils sont titulaires :

- d' une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d' une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

11.07.04 Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d' assurance doivent être adressées par les intéressés au maître d'oeuvre dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d' exécution. A défaut, la personne publique se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu' à ce que l' entrepreneur délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires

12.00 RESILIATION DU MARCHE.

- 12.01 Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'interrompre le marché sans indemnité pour le titulaire tant que l'Ordre de Service de démarrage des travaux n'aura pas été donné.
- 12.02 Une fois l'Ordre de Service lancé, les dispositions du CCAG et du Code des Marchés Publics s'appliqueront en cas de résiliation ou d'interruption des travaux.
- 12.03 Si le Pouvoir Adjudicateur renonce à l' opération pour quelque motif que ce soit après la décision de la Commission et avant la notification du marché, aucune indemnité ne sera versée aux candidats.

13.00 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.

Les dérogations aux CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 10.1 déroge à l'article 41.1 du CCAG-travaux
- L'article 11.7.1 déroge à l'article 19.2.3 du CCAG travaux